Rapport de la Cour des comptes sur la gestion de l'eau potable et de l'assainissem

Dossier de

- la rédaction de H2o March 2025

Le droit à des services fiables d'assainissement et d'approvisionnement en eau potable est un enjeu vital pour l'ensemble des populations, qui se pose avec une acuité particuliÁ"re dans les outre-mer. La multiplication de difficultés dans les années 2010 se caractérisait par un effondrement de la qualité de certains services. Cela a entraîné des coupures d'eau plus d'un jour sur deux, dans un contexte déjà exposé aux catastrophes climatiques et à des crises sociales récurrentes. Les autorités de l'État ont lancé, à partir de 2016, un plan Eau DOM (PEDOM), destiné soutenir particuliÃ"rement les cinq régions et départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, La Réunion), ainsi que la collectivité d'outre-mer de Saint-Martin. Menée par la Cour des comptes et les chambres régionales des comptes concernées, l'enquête sur la mise en œuvre de ce plan, huit années aprÃ"s son lancement, fait un point d'étape sur les modalités d'intervention de l'État ainsi que sur la situation de la gestion de ce service public de premiÃ"re nécessité dans les six territoires concernés. Dans le contexte des épisodes dramatiques vécus en décembre 2024 à Mayotte et à La Réunion en février 2025, les juridictions forment le vœu que les moyens déployés ces derniÃ"res anné dans ces territoires, auxquels est consacrée une part notable du travail présenté, aient pu contribuer à la capacité de réponse et de reconstruction qui se sont mis en œuvre dÃ"s les jours suivant ces événements.

Cour des comptes